

## ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

# La Fien se retire du débat public pour mieux jouer son rôle de "Think Tank"

Observant que nombre de ses idées ont été entendues et souhaitant favoriser une action unitaire, la Fien laisse à d'autres organisations, notamment à la Fieec, le rôle de porte-voix de la profession.

Il ne s'agit pas d'une disparition, mais d'un retrait de la scène publique. Ceux qui auront consulté la liste des 36 associations professionnelles, sociétés scientifiques et "Think Tanks" \* de l'énergie, de l'électricité, du numérique et de l'électronique ayant lancé un débat public sur le grand emprunt, à travers le site Internet [www.emprunt-national-2010.fr](http://www.emprunt-national-2010.fr), auront remarqué que la Fien (Filière des industries électronique et numérique) en est absente. Du moins, elle n'y est pas visible. Car si son nom n'y figure pas, ceux qui la connaissent depuis ses origines auront reconnu sur le site un grand nombre de ses idées.

## Le nom de la Fien va disparaître

« Notre nom est trop proche de celui de la Fieec et nous ne voulons pas rajouter à la cacophonie ambiante », explique son président, Bernard Bismuth. « Depuis sa création en 2002, à l'initiative de Pierre Gattaz [devenu président de la Fieec, ndlr], la Fien a su fédérer une multitude de syndicats et a soutenu un certain nombre d'idées que nous voyons aujourd'hui progresser au plan national. Notre mission de "Think Tank", de laboratoire d'idées, nous allons la conserver et même la développer dans un esprit unitaire, mais le nom de la Fien va disparaître au profit d'une autre appellation qui n'est pas encore fixée. Bien qu'étant très active au sein de la profession, cette nouvelle organisation ne se mettra plus en avant publi-



La Fien souhaite laisser à la Fieec et à d'autres le rôle de porte-voix de l'ensemble de la profession. C'est d'ailleurs déjà la Fieec qui avait remis le rapport « Une stratégie industrielle pour les marchés du futur », en juin 2008.

quement. Nos idées seront reprises par les organisations qui sont en contact direct avec les pouvoirs publics, notamment la Fieec, mais aussi Alliance Tics [Union professionnelle de l'industrie des Technologies de l'Information, de la Communication et des services associés], la Ficome

[Fédération interprofessionnelle de la communication d'entreprise] et d'autres associations professionnelles », précise Bernard Bismuth.

Plus que jamais, la Fien, ou plutôt l'organisation qui va lui succéder, se voit investie d'un rôle important à l'approche des choix concernant le grand emprunt et de l'organisation des Etats généraux de l'industrie. Alors que la politique industrielle semble enfin de retour en France, ses deux principaux dirigeants, Bernard Bismuth et Jean Vaylet, s'engagent à poursuivre l'animation du "Think Tank", mais souhaitent laisser à la Fieec et à d'autres organisations le rôle de porte-voix de l'ensemble de la profession.

Bernard Bismuth nous a rappelé les idées principales transmises par la Fien au cours de son existence, idées qui ont fait leur chemin bien au-delà des secteurs de l'électronique et du numérique. En premier lieu, la Fien désire mettre en avant les compétences humaines, estimant que c'est avec des techniciens et des talents dans les domaines techniques que nous cons-

truons le futur, que nous créerons des richesses et que nous participerons à la compétition mondiale. Pour la Fien, l'électronique et le numérique recèlent un potentiel d'emplois intéressant et à forte valeur ajoutée. Aussi, demande-t-elle que soient favorisés la naissance et le développement de ceux-ci.

## Une stratégie basée sur l'emploi et l'innovation

Elle insiste sur le fait que les métiers de l'électronique apportent des réponses aux besoins sociétaux et ont un effet diffusant dans tous les autres métiers. « Si nous sommes forts dans nos métiers de l'électronique et du numérique, nous serons forts partout », affirme Bernard Bismuth.

La Fien observe par ailleurs que l'emploi se déplace des grandes entreprises vers les PME. « Il faut se mettre en position de les accueillir, de les développer. Les seuils sociaux trop bas, l'absence de flexibilité lors des chutes de charge de travail, la taxe professionnelle, la taxation des bénéfices conservés en fonds propres sont autant de facteurs qui ralentissent notre développement économique », affirme-t-elle.

La Fien estime que « sans production, nous perdrons tous les emplois, non seulement ceux de production, mais aussi ceux de conception, lesquels se rapprocheront des centres de production, ainsi que ceux des services, et nous deviendrons ainsi de simples consommateurs ».

« L'innovation est notre bouée de sauvetage et notre navire pour le futur, mais elle doit prendre un sens beaucoup plus large et nous proposons de créer le crédit d'impôt innovation pour remplacer le crédit d'impôt recherche », indique Bernard Bismuth. Une idée qui semble avoir été entendue par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, puisqu'il l'a lui-même présentée tout récemment comme faisant partie de son plan de redynamisation de l'industrie (voir encadré).

JACQUES MAROUANI

\* CF LEXIQUE PAGE 43

## LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE S'ENGAGE DANS UNE POLITIQUE VOLONTARISTE

→ En déplacement à l'école des Mines, le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a prononcé son discours de politique industrielle générale au cours duquel il a dévoilé son « plan de route pour redynamiser l'industrie ».

→ Parmi les mesures qu'il souhaite mettre en avant, figure la création d'un "fonds de consolidation et de développement des entreprises" dont le FSI (fonds stratégique d'investissement) sera le principal actionnaire. Ce fonds sera doté de 200 millions d'euros et viendra principalement en aide aux PME.

→ Il souhaite également sortir des « politiques de branche » au profit des « politiques de filière », notamment en recherchant des synergies entre les pôles de compétitivité des différents secteurs. Le ministre prévoit de consacrer 1,5 milliard d'euros à cette action sur trois ans de 2009 à 2011.

→ Il veut en outre lancer des prêts verts bonifiés aux industriels pour la recherche en écoconception.

→ Enfin, au crédit impôt recherche, le ministre de l'Industrie veut ajouter un "crédit impôt innovation", afin de financer le lancement de produits innovants.